

AJDA

L'ACTUALITE JURIDIQUE

DROIT
ADMINISTRATIF

Actualité du droit communautaire

**Chronique de jurisprudence
du Conseil d'Etat**

DOSSIER

**LIBERTE CONTRACTUELLE
DES PERSONNES PUBLIQUES**

(2^e partie)

**L'Autorité de régulation
des télécommunications et le câble**

AJDA

L'ACTUALITE JURIDIQUE

DROIT ADMINISTRATIF

Directeur de la rédaction

PIERRE LE MIREProfesseur à l'université Paris I
(Panthéon-Sorbonne)

Rédacteur en chef

LAURENT RICHERProfesseur à l'université Paris I
(Panthéon-Sorbonne)
Avocat au barreau de Paris

n° 10 - 20 octobre 1998

EXCLU DE PRÊT

Sommaire

Doctrine

DOSSIER

Contrats : liberté contractuelle

A la suite de la première partie parue dans le numéro de septembre de l'AJDA, nous publions ici la seconde moitié du dossier issu des communications au colloque sur la liberté contractuelle des personnes publiques organisé, les 4 et 5 juin 1998, par l'Actualité juridique Droit administratif, le Centre d'études et de recherches de droit public économique (université Paris I - Panthéon-Sorbonne) et l'Association pour le droit public de l'entreprise

Les «matières contractuelles», par Jacques Moreau, professeur à l'université de Paris II (Panthéon-Assas) _____

747

Choix des procédures, choix dans les procédures, par Christine Bréchon-Moulènes, professeur à l'université Paris I (Panthéon-Sorbonne) _____

753

Les avenants, par Etienne Fatôme, professeur à l'université Paris I (Panthéon-Sorbonne) _____

760

Les avenants : observations complémentaires, par Philippe Limouzin-Lamothe, conseiller maître à la Cour des comptes, président de la chambre régionale des comptes de Midi-Pyrénées _____

767

Les renoncements de la personne publique à l'application du contrat, par Nil Symchowicz, avocat à la cour d'appel de Paris, spécialiste en droit public _____

770

CHRONIQUES

Chronique générale de jurisprudence administrative française : actes, contributions et taxes, procédure, par Fabien Raynaud et Pascale Fombeur, maîtres des requêtes au Conseil d'Etat _____

780

Actualité du droit communautaire, par Henri Chavrier, président de tribunal administratif, référendaire à la Cour de justice des Communautés européennes, Hubert Legal, maître des requêtes au Conseil d'Etat, référendaire à la Cour de justice des Communautés européennes, et Géraud de Bergues, secrétaire des affaires étrangères, référendaire à la Cour de justice des Communautés européennes _____

801

AGENDA

Les rendez-vous du droit administratif _____

752



| CONCLUSIONS ET NOTES | Jurisprudence |
|-------------------------|--|
| | Le statut ambigu des îles Eparses , note Erwan Le Cornec sous TA Saint-Denis de la Réunion 19 février 1997, <i>Soptom-Réunion et autres c/ Préfet de la Réunion et ministre des DOM-TOM</i> _____ 825 |
| | La violation de la liberté contractuelle par un acte administratif , concl. Christine Maugué sur CE 27 avril 1998, <i>M. Cornette de Saint-Cyr</i> _____ 831 |
| | La fourniture du service téléphonique sur le câble et l'Autorité de régulation des télécommunications , note Isabelle de Silva sous CA Paris (1 ^{er} ch. H) 28 avril 1998, <i>SA France Télécom c/ Sté Paris TV Câble et SA France Télécom c/ SNC Compagnie générale des eaux</i> (2 esp.) _____ 835 |
| REVUE D'ACTUALITE | Actes |
| | Mesures devant être prises par décret en Conseil d'Etat. – Mesures tendant à modifier des dispositions contenues dans un décret en Conseil d'Etat. – CE Ass. 3 juillet 1998, <i>Syndicat national de l'environnement CFDT et autres</i> , chron. Fabien Raynaud et Pascale Fombeur _____ 843 |
| | Contributions et taxes |
| | Notion d'imposition. – Existence. – Contributions annuelles versées au Conseil national et aux conseils régionaux de la formation médicale continue. – CE Ass. 3 juillet 1998, <i>Syndicat des médecins Aix et région et autres</i> , chron. Fabien Raynaud et Pascale Fombeur _____ 844 |
| | Procédure |
| | Cassation. – Contrôle de la qualification juridique des faits. – Existence. – Notion d'utilité publique d'une opération d'expropriation. – CE Sect. 3 juillet 1998, <i>Mme Salva-Couderc</i> , chron. Fabien Raynaud et Pascale Fombeur _____ 847 |
| | Voies de recours. – Appel. – Conclusions recevables en appel. – Existence. – Augmentation des montants des réparations demandées. – CE Sect. 8 juillet 1998, <i>Département de l'Isère</i> , chron. Fabien Raynaud et Pascale Fombeur _____ 848 |



17, rue d'Uzès, 75108 Paris Cedex 02
Tél. : 01 40 13 30 30
Télex : Upresso 680876F
Fax : 01 40 13 51 08

Mensuel 54^e année

DIRECTEUR : Marc N. Vigier
Directeur délégué : Marc Auburtin - **Conseiller de la direction** : Jérôme Chapuisat
REDACTION : Directeur : Pierre le Mire - **Rédacteur en chef** : Laurent Richer
Secrétariat de rédaction : Odile des Ormeaux, Claude Fauvel, Muriel Bornand
GESTION : Diffusion : Olivier Filliau - **Publicité** : Hervé de Keranflec'h
Abonnements : Yvette Nay - **Fabrication** : Claude Playoult et Nathalie Deschamps

L'ACTUALITE JURIDIQUE DROIT ADMINISTRATIF
est éditée par

GROUPE MONITEUR

Société éditrice locataire-gérant, SA au capital de 1100000F
Siège social 17, rue d'Uzès 75108 Paris Cedex 02
RCS Paris B 403 080 823. CODE APE 221 E
N° SIRET 403 080 823 00012
N° TVA intracommunautaire FR 32 403 080 823
Principal actionnaire : GEM

Président-directeur général,
directeur de la publication : Marc N. Vigier
Directeur général : Philippe Chagnon
Directeur général adjoint (département juridique) :
Marc Auburtin

ABONNEMENTS : 17, rue d'Uzès, 75108 Paris Cedex 02 - tél. 01 40 13 50 55 - fax 01 40 13 33 89

• **Revue** : France : 1 an : 730 F - 2 ans : 1 330 F (TVA 2,1 % incluse) - Etranger : 1 an : 800 F - 2 ans : 1 480 F
• **CD Rom** : Abonnés à l'AJDA : 1 980 F ttc - non-abonnés à l'AJDA : 2 950 F ttc - mise à jour annuelle : 670 F ttc (TVA 20,6 %)